



HAL
open science

Néotoponymie, marqueur et référent dans la recomposition de territoires urbains en difficulté

Romain Lajarge, Claudine Moïse

► To cite this version:

Romain Lajarge, Claudine Moïse. Néotoponymie, marqueur et référent dans la recomposition de territoires urbains en difficulté. *L'Espace Politique*, 2008, 2-2008 (5), pp.97-111. halshs-00370205

HAL Id: halshs-00370205

<https://shs.hal.science/halshs-00370205>

Submitted on 23 Mar 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Néotoponymie, marqueur et référent dans la recomposition de territoires urbains en difficulté

Romain LAJARGE,

Maître de Conférences en Géographie-Aménagement,
Université de Grenoble, UMR PACTE-Territoires (CNRS 5194),
romain.lajarge@ujf-grenoble.fr

Claudine MOISE,

Maître de Conférences en sociolinguistique,
Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse, Laboratoire CRILIC,
claudine.moise@univ-avignon.fr

Résumé

En France, dans les espaces de la rénovation urbaine, de nombreuses recompositions sont constatées. A la fois résultat de politiques publiques (urbaines, de logement, sociales, ...), de changements culturels et socio-économiques. La question est de savoir comment des signes de ces changements peuvent être lus ? Les investigations dans les quartiers dits « en difficulté » montrent le déficit de l'intervention publique. Ce qui explique notamment que la ségrégation socio-spatiale s'accroît. Qu'en est-il des précurseurs de ces changements ? Graffitis, inscriptions, traces et marques sont les moyens utilisés pour manifester les nouvelles représentations à l'œuvre. Dans ce texte, nous nous intéresserons, du point de vue géographique et sociolinguistique, aux traces et marques visibles dans l'espace urbain de deux quartiers (Figuerolles, proche du centre de Montpellier et Monclar, périphérie enclavée entre deux centralités d'Avignon). Nous cherchons à la fois à décrire ces marques qui caractérisent ces espaces, ces pratiques et ces acteurs des quartiers et à comprendre en quoi ces signes, graffitis, inscriptions et tags sont des marqueurs néotoponymiques de changements imminents et de probables recompositions.

Mots-clés

recomposition territoriale, politique publique, quartiers urbains, marqueurs, néotoponymie, développement territorial

Abstract

In French urban redevelopment the common process is territorial adjustment. It is the result of public policy (urban, housing and social integration programs) and of cultural or socio-economic changes. The question is how these kinds of changes can be seen? Current happenings in districts of some French towns, known as "difficult areas", explain the lack of public intervention. They make us think that socio-spatial segregations are increasing. What about the precursors of these situations? Graphing, writing, tracing, and marking are useful tools of territorial representation. In this paper, we will be interested as a geographer and sociolinguist, in tracks and visible marks in urban space. In observing two districts (one a suburb close to a new centre in Montpellier, the second, a enclosed city close to downtown Avignon), we want to find a answer to two questions : how to describe the markers which characterize the places, practices and people of the district ? Why is it interesting to consider the shop signs, graffiti, public notices and posters, ... as neotoponymics markers of change?

Key-words

territorial adjustment, public policy, urban district, markers, neotoponymy, territorial development

Les territoires changent continuellement de nom car leur nature, leur statut, leur périmètre, leur visée, leur structure, leur leadership, leur pertinence évoluent sans cesse. En cela, ils révèlent un processus de recomposition permanent, multiscalair et multi-acteurs. Mais si les territoires évoluent rapidement, la toponymie ne s'adapte que lentement à ces évolutions. Convenons d'appeler « **recomposition territoriale** », **ce changement rapide des territoires existants qui fait advenir de nouvelles formes territoriales** et « **néotoponymie** », **les prémisses des modifications progressives dans la nomination de ces territoires**. Comme l'ont bien montré de nombreux auteurs (Antheaume et Giraut, 2005 ; Vanier, 2002 ; Beauchard, 1999 ; Guigou, 1996 ; Debarbieux, 1995) ce qui fonde le principe de la recomposition territoriale relève d'un certain pilotage du changement. C'est un changement qui est orienté-action ; sa méthode est tour à tour celle de la gouvernance et de la subsidiarité, de la décentralisation et de la déconcentration, de l'action publique et de l'intervention des opérateurs privés, de l'intervention directe descendante et de projets ascendants, de procédés instrumentaux et de processus symboliques... La recomposition territoriale révèle une montée en complexité faisant du territoire le point focal de nombreux enjeux politiques, sociaux, économiques et culturels. Les territoires urbains sont soumis à ces recompositions et, notamment dans les quartiers dits « en difficulté », le mouvement semble s'accélérer depuis quelques années sous le double effet de politiques de la ville sans cesse repensées et réinventées, contraintes par des crises urbaines à répétition. Nous nous pencherons ici sur deux cas de territoires urbains qui sont aussi deux configurations très différentes de recomposition : Figuerolles à Montpellier et Monclar à Avignon.

La toponymie ayant à traduire les nécessaires arrangements entre les nombreux enjeux tels qu'ils ont été réglés dans le passé, est habituellement considérée comme marqueur de la stabilisation intervenant plutôt en fin de processus de recomposition lorsque l'on sait ce qu'il y a à nommer ! Mais qu'en est-il lorsque les recompositions sont latentes, larvées et attendues, lorsque les ingrédients de la dynamique

sociale sont déjà en place dans l'espace, mais lorsque la dimension institutionnelle de l'action manque encore ? A Figuerolles comme à Monclar, de lourdes opérations de restructurations urbaines sont prévues, sont à l'étude, sont envisagées, ... sans être ni encore décidées, ni donc encore programmées. En constatant que les acteurs territoriaux anticipent souvent les changements qui paraissent inéluctables et en observant ce qu'ils portent comme discours sur ces territoires en attente, nous considérerons qu'il existe certainement des marqueurs de la saisie, de l'appréhension, de l'appropriation de certaines de ces réalités spatiales changeantes pour devenir par anticipation de nouvelles représentations. **La néotoponymie révélerait donc les déséquilibres, les tensions, les conflits et parfois les régulations préalables à la normalisation toponymique.**

Nous avons considéré que le meilleur terrain qui exprimait ces recompositions latentes était celui du quartier considéré « en difficulté », caractérisé entre autre par une dimension multiculturelle, en tant que parangon turbulent de la recomposition des territoires urbains en France notamment depuis novembre 2005. A partir d'une investigation sur deux de ces quartiers, il s'agira ici de relire le concept de « référent » en sociolinguistique et en géographie, afin de comprendre ce que peuvent être les marqueurs spatiaux langagiers de cette recomposition en attente, de repérer leurs ressorts, leurs modalités et leurs indexicalités. Pour ceci, il faudra décrire la dimension nécessairement interdisciplinaire de la méthode d'investigation que l'on peut, en la matière, choisir. Sachant que « tout acte linguistique est aussi-toujours-déjà un acte social » (Lussault, 2000), le matériau recueilli ici est celui, parcellaire et fragmenté, de ce qui est donné à lire dans un espace urbain « de quartier » : noms de magasins, graffitis, affiches, tags, fresques, noms de rues, panneaux indicateurs, ... seront pris comme des révélateurs de cette transformation sociale continue qui marque l'espace et caractérise en partie le processus de territorialisation.

L'hypothèse suivie ici considère que **le néotoponyme permet une saisie des réalités territoriales mais**

nécessite, pour cela, de nouveaux référents qui se différencieront des référents toponymiques hérités. En indiquant ce que sont ces nouveaux référents, comment ils sont mobilisés et par qui, nous tenterons d'éclairer la question du rôle respectif des différents opérateurs de cette recomposition des territoires urbains en difficulté, **entre référents institutionnels, référents usuels et référents construits.**

D'où l'on parle ? De la croisée entre géographie et sociolinguistique

La géographie et les sciences du territoire ont quelque avantage à croiser les chemins des linguistes et sociolinguistes d'abord pour améliorer la manière peut-être naïve avec laquelle on considère les discours¹. Que ce soit dans les années 80 avec les travaux sur la perception, dans les années 90 autour des questions de représentations ou aujourd'hui dans les alentours de la géographie sociale, le voisinage entre ces deux disciplines n'est pas nouveau. Il fixe quelque obligation, notamment dans le choix d'objets de recherche partageable et dans le choix de questions dites « de société ». Parce qu'il y a eu l'acquis des travaux sur les représentations (Guérin et Gumuchian, 1985 ; Piolle, 1987 ; Debarbieux, 1993 ; Bailly, 1995), parce que les travaux sur les approches culturelles ont permis de confirmer que le langage n'était pas qu'un prisme plus ou moins déformant (Mondada, Söderström, 1993 ; Bonnemaison, 1996 ; Collignon, 1996, ...) parce que la géographie sociale a revendiqué la possibilité de se référer aux discours des acteurs (Di Méo, 1998 ; Di Méo et Buléon, 2003 ; Gumuchian, Grasset, Lajarge, Roux, 2003 ; Veschambre et Ripoll, 2005), parce que les travaux de Lorenza Mondada ont influencé nombre de chercheurs en science du territoire (Mondada, 2000), le discours est devenu un concept opératoire pour étudier le territoire (Lussault, 2000 et 2007). Ainsi, pour les sciences du territoire, l'accès au réel territorial ne peut se faire sans se référer à la parole des acteurs territoriaux (Lajarge, 2003)², donc à l'analyse du langage et/ou des discours.

Si, dans une approche géographique, la linguistique offre alors la possibilité de prolonger cet effort pour « prendre les acteurs sociaux au sérieux » selon la célèbre formule ethnométhodologique, les occasions de rencontre sont soumises à trois contraintes – d'ordre méthodologique - à savoir : l'échelle d'observation, le corpus du matériau récolté, la définition du processus social observé. L'observation sera micro pour le géographe là où elle sera macro pour le linguiste ; un corpus de quelques discours et quelques observations *in situ* sera minimal pour le géographe alors qu'une dizaine de discours peut déjà être un gros corpus pour l'analyse du linguiste ; le processus sera défini de façon pertinente, géographiquement, par la pertinence de son inscription dans l'espace, linguistiquement, uniquement par la pertinence du choix des pratiques discursives analysées.

De son côté, la sociolinguistique, vaste champ qui va de la description des variations linguistiques dans l'espace social à l'analyse des discours (Moise, 2003) est, de fait, ancrée dans les territoires. Un travail de sociolinguistique tentera d'analyser, à partir des formes linguistiques (variations du système langagier, interactions verbales, alternances de codes, ...) ou des discours en circulation, le changement social en cours et les rapports de pouvoir entre des acteurs sociaux situés dans l'espace. La façon que délimiter spatialement les champs d'observation de la sociolinguistique est, avant tout, induite par les langues elles-mêmes et s'intéresse finalement bien peu à des limites circonscrites géographiquement, peut-être aussi et d'abord parce qu'effectivement nos échelles d'observation diffèrent. En réalité, la sociolinguistique n'a jamais vraiment tenté de définir ce qu'elle prend pour acquis, l'espace et/ou le territoire. Au mieux les notions territoriales seront abordées à travers des frontières naturelles, politiques ou symboliques.

Toutefois, une branche de la sociolinguistique, la sociolinguistique urbaine, a tenté de mettre plus explicitement au centre de ces études la ville et les configurations urbaines. Peut-on alors faire un lien entre urbanité et pratiques langagières ? Malgré tou-

tes les polémiques et questionnements autour de l'objet même (« toute sociolinguistique n'est-elle pas urbaine ? »), on peut cerner deux branches historiquement identifiées de la sociolinguistique urbaine, celle héritière de la dialectologie, qui s'intéresse à la variabilité linguistique dans la ville, et celle qui s'intéresse à la construction des catégories sociospatiales comme « le quartier » en tant que construction discursive, mise en mots de la réalité (Heller, 2005). Cette deuxième tendance, dans laquelle le présent texte se situe (comme d'ailleurs Bulot et Veschambre, 2006) repose sur la prise en compte de la ville, mise en discours, « posée », « racontée », « révélée », « cheminée », « territorialisée », ou produite par les langues et les interactions (Moïse, 2003).

Au sein même de la sociolinguistique urbaine, s'inscrit la toponymie et, plus encore aujourd'hui, la néotoponymie qui permettent de dire et de faire voir la ville. S'il est un domaine, plus linguistique que sociolinguistique, qui a traditionnellement intéressé et depuis bien longtemps déjà, la géographie et les sciences du langage, c'est la toponymie, terrain largement visité par les dialectologues et les linguistes. « La toponymie urbaine, au-delà de son aspect fonctionnel (établir des cartes) donne donc à voir la ville comme un lieu de recomposition permanente géographique et linguistique » (Dorier-Apprill et Van Den Avenne, 2002).

Transformations urbaines, marqueurs et néotoponymes

L'échelle de la parole, l'échelle du territorial : de l'intérêt du « quartier »

Le territoire étant considéré de plus en plus souvent non pas par ce qu'il est mais par ce qu'il souhaite être, de nombreux travaux reconnaissent dorénavant que le territoire se définit par son projet. Or, il n'y a pas de projets partout. Certains espaces sont considérés justement comme étant dans l'incapacité de construire eux-mêmes leurs projets. Raison à part entière pour que la puissance pu-

blique se substitue à l'impuissance constatée et impose ses zonages : ZUP, ZFU, ZUS, ZRU, ZEP³, Il se trouve que, dans l'espace urbain, ces entités apparemment sans projet, reconnues comme « en difficulté », légitimées parce que « reléguées » sont surtout « des quartiers ». Monclar et Figuerolles sont classés en ZUS.

Les « quartiers » apparaissent de plus en plus comme étant justement là où les interventions institutionnelles, globalement, échouent (que ce soit pour stimuler l'activité économique, soutenir l'emploi, réduire les inégalités, secourir l'école, améliorer les conditions de vie, créer des espaces publics, ...), et de nombreuses recompositions y couvent donc. Certes, pour comprendre les recompositions territoriales dans leur ensemble, il est bien entendu préférable de privilégier, à l'échelle macro, l'entrée institutionnelle (en s'interrogeant sur la manière avec laquelle les Etats inventent les cadres, les principes et les structures des territoires nouveaux) ou l'entrée politique (comment les territoires eux-mêmes imposent leur existence aux autres territoires infra ou supra ?). Si nous avons choisi pour notre part de prendre la question des recompositions par le petit bout de la lorgnette, à savoir la composante la plus petite de cet objet territorial – le quartier – en deçà duquel l'objet devient plus architectural et urbanistique que territorial, ce n'est pas seulement par contrainte méthodologique de l'interdisciplinarité sociolinguistique/géographie. Le quartier est probablement l'espace sur lequel se croisent le mieux pratiques habitantes et pratiques aménagistes. En ville, nous habitons encore des quartiers même si nous ne sommes pas, en tant qu'urbains, confinés dans nos quartiers. Nos pratiques sont métropolitaines mais notre résidence est localisée dans un quartier. Et si les identités empruntent à beaucoup d'autres référents spatiaux qu'à celui du quartier, nous nous définissons aussi et surtout par notre appartenance à notre lieu de résidence. D'un autre côté, l'unité la plus petite à partir de laquelle nous pensons l'aménagement du territoire reste le quartier. Lorsque sont pensés les territoires de demain, dans une visée prospective finalement assez

pragmatique, une quinzaine de métropoles et environ 150 agglomérations sont attendues et invitées à planifier leurs interventions pour résoudre les problèmes à l'échelle la plus fine, les quartiers « en difficulté » ; il en est ainsi de la pensée de la politique de la ville aujourd'hui (de Lafargues, 2006). Or, il se trouve que Monclar et Figuerolles sont tous les deux des quartiers qui font l'objet de projets d'aménagement : de rénovation urbaine périphérique dans le cas avignonnais, d'intégration dans le cœur de ville à Montpellier.

Il se trouve que le « quartier » est également un objet à part entière du point de vue de son intérêt linguistique, étant donné que tout un chacun a quelque chose à dire de son lieu de vie, investi de représentations et d'imaginaire. Le « quartier » est justement marqué par la dimension composite de la sociabilité mêlée, des échanges multiples et de nombreuses transformations spatiales : comment cela se lit-il dans les deux quartiers observés ?

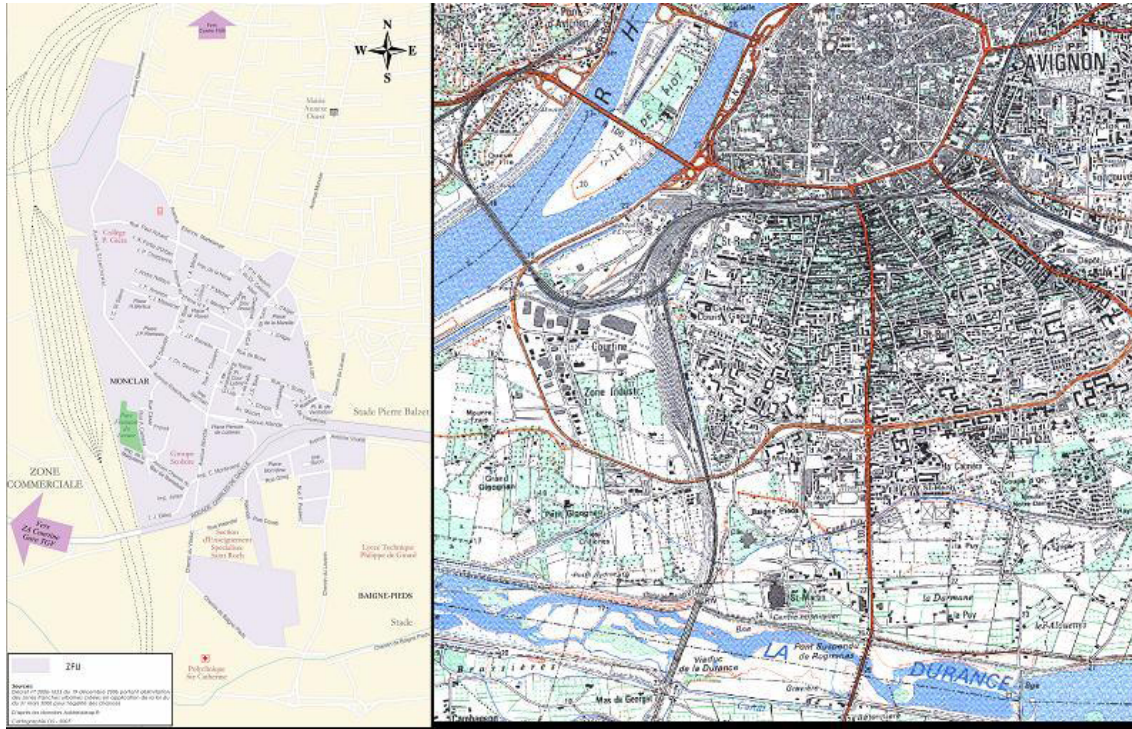
Quartiers « difficiles », transformations urbaines, recomposition effective et recomposition latente

La ville serait-elle en crise, sous le jeu de transformations majeures, notamment parce que la ségrégation socio-spatiale s'accroît, et ce malgré de nombreuses politiques publiques volontaires (Maurin, 2004 ; Lagrange et Oberti, 2006 ; Donzelot, 2006) ? Même si les analyses de la ségrégation comme fait urbain problématique restent difficiles et périlleuses, trois couples de critères semblent, en tout cas, définir les « quartiers en difficulté » : pauvreté / exclusion, culture hégémonique / diversité culturelle, différenciation spatiale / différenciation sociale. Une telle mise en tension s'expriment de manière radicalement différente entre Monclar et Figuerolles. Dans le cas avignonnais, le quartier est enclavé, bordé de toute part par des infrastructures infranchissables, la situation économique et sociale est désastreuse, la relégation à l'œuvre et la discrimination puissante. Dans le cas montpelliérain, le quartier est ouvert à la fois sur le centre et sur les périphéries, en phase de reprise, avec à la fois des processus de multicultura-

lisme et l'arrivée de « bobos » pionniers. Mais dans ces deux cas, bien que les recompositions territoriales ne seront certainement pas de même nature, des indices néotoponymiques laissent penser que le processus est pourtant comparable ... Qu'advient-il donc des référents de ces recompositions latentes qui ne peuvent clairement être exprimés que ce soit par les habitants, les usagers, les citoyens et/ou par la puissance publique ? En parcourant ces quartiers, il semble que quelque chose se soit déjà inscrit dans la ville en train de se faire, de se défaire, et ce n'est pas seulement les traces et preuves de la territorialité banale qui disent le quartier habité. Comment les habitants des quartiers en attente de recomposition marquent-ils leur présence dans l'espace urbain ? Tandis que les quartiers eux-mêmes sont en attente d'interventions publiques, d'opérations d'aménagement et/ou de réaménagement, de projets et d'équipements structurants, de rénovations de façades, de voiries, de places, ... quels sont les marqueurs de ces transformations anticipées et sont-ils langagiers ?

Marquer officiellement les lieux et les territoires, de la toponymie à la néotoponymie

Sachant que, dans une acception habituelle, la toponymie reste l'œuvre des instances publiques et politiques, elle ne relève pas de la territorialité des populations. Les catégories habituelles des toponymes de la recomposition territoriale sont donc des catégories fixistes au sens où la dénomination des territoires intervient lorsque ceux-ci sont *a minima* stabilisés et plus ou moins définitifs. Lorsque le territoire est évoqué par la puissance publique qui recompose, le toponyme a un sens figé. Dénommer, c'est stabiliser et donc en partie neutraliser. Mais lorsqu'il est celui des gens qui y vivent en situation de grande difficulté, le toponyme ne peut plus être considéré comme neutre et stabilisé. Le cas du détournement du nom de rue à Monclar est ainsi éloquent : « Rue d'Alger » ayant été complété par un « ie », donnant à « Rue d'Algérie » une connotation éminemment plus revendicative que ce que l'intention publique initiale visait.



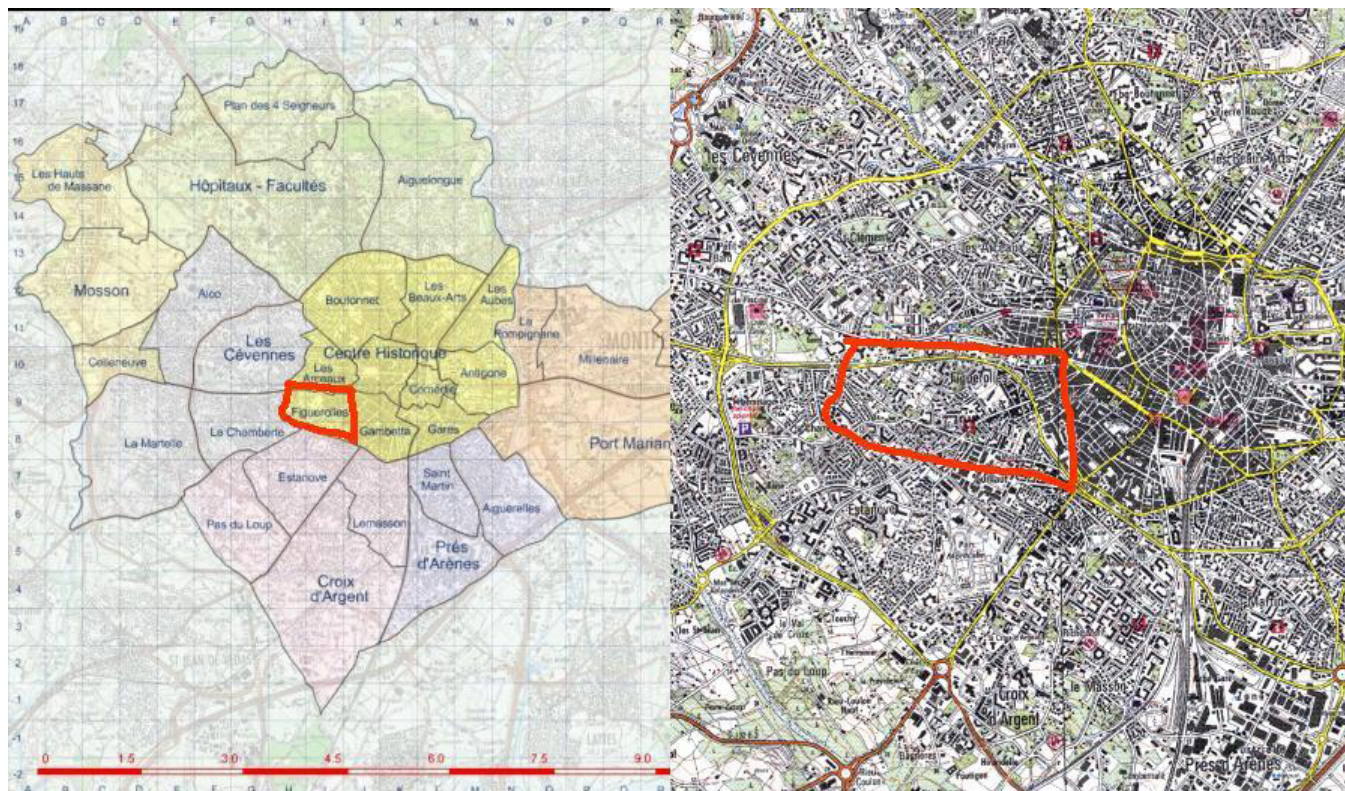
Source : Décret n°2006-1623 du 19 décembre 2006 portant délimitation des ZRU (www.avignon.fr/medias/news_1174405190_1.pdf)

Source : Décret n° 96-1157 du 26 Décembre 1996 portant délimitation des ZRU (<http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/cartesZUS/zus567.pdf>)

Figure 1- Quartier de Monclar, au sud d'Avignon



Figure 2 - Photos prises par les auteurs



Source : Plan de ville portant délimitation des Quartiers (www.montpellier.fr/2447-delta.htm)

Source : Décret n° 96-1156 du 26 Décembre 1996 portant délimitation des ZUS (<http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/cartesZUS/zus181.pdf>)

Figure 3 - Quartier de Figuerolles, à l'ouest de Montpellier



Figure 4 - Photos prises par les auteurs

La toponymie, au sens traditionnel, fige donc le résultat du processus de construction territoriale. Mais lorsque la recomposition territoriale se prépare, il n'existe que quelques marqueurs langagiers précurseurs se référant aux toponymes, en les transformant sans les remettre en cause. Inscrits dans l'espace urbain et en circulation dans les discours des acteurs sociaux, ces nouveaux référents disent à la fois la mémoire, l'éphémère et l'à-venir. Il nous faut donc aller chercher ailleurs pour trouver des référents plus significatifs de ces quartiers en mutation. Les formes spécifiques, individualisées et particulières de marquage de l'espace urbain (enseignes de magasin, tags, graffitis, affiches, ...) se réfèrent à ce que le quartier vit dans ce moment particulier de transition ; c'est-à-dire qu'ils révèlent et/ou cachent les processus d'appropriation de l'espace urbain (Ripoll, 2006), de déconstruction territoriale et de différenciation des lieux entre le dedans et le dehors. A Figuerolles, ce mouvement se lit dans le renouveau assez rapide des devantures de magasin sur la partie du quartier la plus proche du centre (par exemple « Chez Mounir Epicerie fine » se transformant en « Alimentation Générale, La montpelliéraine, Boucherie Halal ») alors que les appellations des boutiques n'ont pas variées pendant la même période à l'autre bout du quartier (« Snack Marrakech » ou « Salam Viandes »). Mais au-delà de la seule description possible de ce qui est donné à voir, quels sont les référents mobilisés qui pourraient refléter les recompositions à l'œuvre ?

Définir le néotoponyme comme référent

D'un point de vue linguistique, le référent renvoie à la réalité. Ainsi, il n'existe qu'à travers des prises de parole et des locuteurs qui nomment le monde ou leur monde. Si les toponymes renvoient à un pan du réel, une rue, un quartier, une ville, leur sens est largement figé et consensuel. Bien sûr, la motivation sémantique de la nomination ou la recherche de « légendes » étymologiques attachées aux noms de lieux a toujours sous-tendu le toponyme. À cet endroit, l'analyse du nom propre (Kristol, 2005), signi-

fiant motivé⁴ tient une place particulière. En langue donc, les toponymes sont producteurs de sens et peuvent, dans une continuelle activité de sémantisation, signifier l'espace en même temps qu'ils le nomment. « Bellevue », nom de quartier peut juste servir à nommer mais peut, par un phénomène d'activation du sens, donner libre champ à des représentations connotées plutôt positivement par ses locuteurs, liées au référent du nom commun « belle vue ». Le nom propre aura alors tendance à être remotivé par les locuteurs, comme si « les noms propres devaient avoir un sens comme au moment de leur création » (Kristol, 2005). Mais, comme nous le verrons plus après dans les cas que nous avons étudiés à Avignon et à Montpellier, on se demandera si le toponyme ne voit pas son sens se modifier lorsqu'il est saisi spécifiquement par les processus de recomposition. Quelles sont alors les nouvelles représentations qu'il entraîne avec lui ? « Figuerolles », par exemple, est-il le nom de l'ancien faubourg, celui de la rue qui fait quartier ou encore le quartier des figuiers ? Que représente aujourd'hui « La rue d'Alger » à Monclar dont on peut imaginer la variation de sens que ce nom de voirie a subi entre sa création, à une époque où on pensait la mixité avec évidence et aujourd'hui où n'habite dans ce bloc d'immeuble pratiquement plus que des familles algériennes ou d'origine algérienne.

Il nous semble toutefois intéressant ici de quitter le champ des études traditionnelles toponymiques pour aller vers celui de la néotoponymie et de ce que l'on pourrait appeler des objets multimodaux : affiches, enseignes de magasins, graffitis, tags, transformations des toponymes au sens strict, signalétiques d'un quartier, Pour essayer de saisir ce que disent les marqueurs langagiers (et visuels) de la transition et du changement dans l'espace urbain, il est nécessaire d'avoir recours à des analyses linguistiques (Moïse et Lajarge, 2005)⁵ ; c'est en tout cas un premier niveau d'analyse. Mais il nous semble aussi fondamental pour parfaire la compréhension de ces recompositions territoriales urbaines, d'aller chercher construction et représentation, sens et motivation induits par les habitants. Les objets de néotoponymie ne sont plus alors à considérer simplement en

langue mais dans une dimension discursive et spatiale. Ils rendent compte, dans une perspective de sémiotique sociale, d'une « construction de sens » (*meaning making*) (Halliday, 1978) à lire et à saisir dans sa globalité. Partie prenante dans une construction multimodale (visuelle, verbale, graphique) des interactions et des changements en jeu dans l'espace urbain, ils sont alors à considérer dans leur dynamique, leur temporalité éphémère, emblèmes d'un paysage sémiotique (*semiotic landscape*) (Kress et van Leeuwen 1996), artefacts multiples, signifiants, du quartier. Que nous disent les différents « genres » néotoponymiques du quartier ? Comment s'articulent-ils et se répondent-ils les uns, les autres ? Comment font-ils sens ? Comment sont-ils interprétés par les habitants, les représentants des quartiers ?

Le référent du néotoponyme ne pourra s'entendre qu'en relation avec l'énonciateur, celui qui dit, qui nomme, qui fera de la marque inscrite dans la ville son propre emblème, au-delà de toute neutralité référentielle entendue comme on peut le voir dans les toponymes. Les néotoponymes existent alors à travers celui qui parle, au moment où il parle et à l'endroit où il parle. Ils ne font sens qu'*in situ*, au-delà de tout figement. D'autant plus que le néotoponyme n'est pas, au contraire du toponyme, un nom propre. Un nom propre est porteur d'un référent unique donc circonscrit, repéré et défini. Dans une telle optique, le nom propre fonctionne comme valeur dénotée, il est simple marque⁶ attribuée. Le nom commun (catégorie dans laquelle se rangent nos néotoponymes) a du sens par le référent mais en lien avec le signifié qui active imaginaires et représentations en discours.

Ainsi, le marqueur néotoponymique, à travers son ou ses référent(s), est cette inscription qui donne du sens aux lieux en leur permettant de renvoyer le nom du territoire à une autre réalité, autrement cachée et aussi, sans doute, à une dimension multiculturelle en mouvance. Tout marqueur participerait donc de la mise en référent / en référence de ce qui est nommé, par les trois pôles de l'indexicalité, le « je, ici, maintenant ».

Marquer l'espace, changer les référents

Deux exemples de quartiers dont les référents changent mais où les marqueurs sont différents

A Monclar comme à Figuerolles, les recompositions suivent ou provoquent des transitions, entendues comme passages lents, graduels et structurels vers une autre situation. Les quartiers visés ici sont incontestablement en posture délicate au moins du triple point de vue social, économique et spatial. La recomposition peut donner lieu à des interventions massives et radicales (démolition, réimplantation, opérations urbaines largement utilisées ces dernières années et prévues en grand nombre pour les prochaines années à Monclar). Mais la plupart du temps, elles donnent lieu à quelques petits aménagements et à de nombreux ajustements (comme c'est pour l'instant encore le cas à Figuerolles). La puissance publique y est bien moins présente que les acteurs sociaux et les opérations de préparation quasi inexistantes. L'anticipation de la recomposition relève plus des interactions entre habitants, familiers et usagers du quartier que de la modification physique progressive dans l'espace ou de l'agencement modifié pas à pas de la configuration des lieux. En apparence donc, ces deux quartiers ne bougent pas, pas ou peu d'investissements, pas ou peu de travaux, pas ou peu de présence de l'action publique. Les deux quartiers que nous avons choisi ont donc ceci en commun, qu'ils sont en attente de recompositions qui semblent inévitables. En même temps, ils présentent des singularités historiques et spatiales.

Le cas du quartier de Figuerolles, à partir de l'analyse linguistique des enseignes de magasins, montre la transition au sein d'un territoire singulier, longtemps délaissé et considéré sans intérêt mais maintenant à proximité immédiate du centre-ville s'élargissant, au bord du cœur piétonnier de Montpellier. Les néotoponymes permettent de montrer ce qui « fait encore quartier ». La série de devantures de magasins au sein de ce qui s'est avéré constituer un espace urbain

de transition entre deux entités distinctes est explicite : d'un côté, la Rue du Courreau s'inscrit dans le « Vieux Montpellier », saisie par l'opération urbaine dénommée « Grand cœur », commerçante, de plus en plus piétonnière, fréquentée par « les gens du centre ville » ; de l'autre, la Rue du Faubourg Figuerolles, garde les traces de son passé de Faubourg, avec la morphologie urbaine caractéristique, principalement organisé autour d'un axe routier principal, association d'anciennes implantations artisanales, de passages de camions, de commerces « ethniques », de coiffeurs « arabes » et de galeries d'art « bobo ». L'analyse des nominations rend compte de quelques néotoponymes marquant la construction progressive de la dimension multiculturelle du quartier et le rôle d'articulation de la place où les deux voiries se connectent (Moïse et Lajarge, 2005). Depuis, la place a fait l'objet d'une opération d'aménagement et les projets sur la suite de ces interventions sont à l'étude. Le quartier Figuerolles est, parce que quartier de faubourg, en contact immédiat avec la vieille ville, il possède les caractéristiques morphologiques et fonctionnelles de ces anciens quartiers émergents aux portes des villes, au-delà des remparts, comme des excroissances de la ville liées aux échanges marchands avec les voyageurs de toute sorte. Depuis le XIXe siècle, la ville a continué de croître englobant les faubourgs et les prolongeant par des quartiers résidentiels puis par des banlieues plus ou moins distendues. La vocation de ce quartier s'est pourtant profondément transformée. Figuerolles est un quartier organisé autour de deux rues en alignement avec des grands axes de sortie de ville. Le toponyme est quasiment absent, sinon sur quelques panneaux de signalisation et dans le nom de deux magasins sur les 200 que comporte le quartier !

Le quartier de Monclar à Avignon, banlieue « difficile », quartier « chaud » où la concentration de personnes en grande difficulté sociale se double d'une concentration de familles d'origine étrangère, principalement maghrébines ou gitanes, pose problème depuis longtemps. Implantations d'immeubles de 4 à 5 étages en îlots avec cour intérieure datant des années 1960, le quartier se trouvait à l'époque assez loin en périphérie sud de la ville, fermé à l'ouest

par la voie de chemin de fer et bordé au nord par deux quartiers de faubourg (St Ruf et Champfleury). Depuis, la ville s'est dotée d'une rocade (qui finit de fermer le quartier au sud) et juste derrière la rocade d'une gare TGV avec ses implantations tertiaires et ses projets de centralités économiques. Aujourd'hui enclavé dans la ville, poche périphérique entre deux centralités, le quartier a fait l'objet, au début des années 2000, de construction d'un ensemble de petits logements (R+1) pour la sédentarisation des gitans et, en 2005, de démolitions d'un îlot entier donc de projets sur la friche laissée à l'abandon. Ici, le toponyme « Monclar » est très présent, sous forme de tags principalement : « Monclar City », « La Cité Monclar », sous forme détournée « Monclab », sur un panneau de maison associative « Espace pour tous : Monclar » ou en verlan « vive les gitans de clairemond » et sous l'acronyme d'un groupe de rap du quartier « FDM nique la police » pour « Familles De Monclar ».

En prenant en photos (plusieurs centaines) tous les marqueurs néotoponymiques ou, en tout cas, tout ce que nous repérons dans l'espace urbain qui relevait de l'inscription calligraphique (au sens large), en nous interdisant d'entrer dans l'espace privé (boîtes aux lettres, garages personnels, ...) : inscriptions sur les murs, sur les portes, sur les panneaux, devantures, ... pour peu qu'il y ait de l'écrit, une question s'impose : qu'est-ce qui caractérise ces marqueurs, dans leurs signifiés comme dans leurs signifiants, que disent-ils des transformations à l'œuvre, en quoi ces marqueurs des transformations sont alors différents ?

Tags, inscriptions, enseignes : exemples tirés de ce qui est donné à voir/lire de Figuerolles et de Monclar

Au-delà des toponymes traditionnels (noms de rues, de résidence, d'espaces publics, panneaux de signalétique, ...), tous les écrits (signes, affiches, signalétiques, grafs, tags, fresques, ...) participent à nommer, dénommer et qualifier le quartier (et ses habitants). On constate bien sûr que les inscriptions ne sont pas de même nature à Figuerolles et à Monclar. Le quartier Figuerolles est marqué d'abord par la présence commerciale, c'est-à-dire par les magasins, les enseignes, leurs variétés de formes et de couleurs. Monclar n'a que trois commerces seulement, ou alors nomades (camions) et les principaux signes graphiques à Monclar sont éphémères et portent un discours exprimant la colère, le ras-le-bol, la révolte, la haine, le rejet mais aussi des scènes de la vie quotidienne, les traits d'humour ou de dérision sur ce qu'est la vie dans le quartier. Rien de tel à Figuerolles où le propos sur ce qu'est le quartier et ce qu'il devient, ne se donne pas à voir d'emblée.

La première dimension de l'indexicalité est celle du « je » énonciateur qui permet de dépasser le seul toponyme pour dire ce qu'est le territoire et pour marquer, hors du nom commun, le changement de référence. Il y a alors deux figures typiques de l'énonciation, celle qui est assumée et celle qui ne l'est pas. A Monclar, les seules enseignes visibles se nomment « Pharmacie », « Alimentation générale », « Pain chaud-Pizza ». Les tags annoncent la prédominance d'individus qui inscrivent dans l'espace leur présence, leur passage et/ou leur signature : « Taz vous baise », « Nini pousse la Boss », « L'Égyptien du Thor », « Hamou, l'égyptien » ou « Manuel, Tite, Tinap, Miguel ». Des collectifs implicites revendiquent (avec une position interne ou externe souvent relative à d'autres groupes), leurs colères, leur haine : « FDM nique FBI », « Le 84 en force », « Haine sans espoir », « Nique la po[llice] », « Gitans de mort », « vive Ben Laden », « Le Pen le facho », « Vive le Maroc » ...

Quasiment à l'inverse, à Figuerolles, ce sont les enseignes qui indexent le plus des énonciateurs éloquents : « Coiffure El Mansour », « Mona Gypsy », «

Dédé la boulange » alors que les tags annoncent la présence d'énonciateurs plus anonymisés cherchant à faire d'autres références, de type citation et expression apparemment décontextualisées, notamment un « 5.7 » signant les portes de garage, une antenne parabolique et un pignon en pierres apparentes.

La deuxième dimension est celle du « ici », caractéristique d'un déplacement, d'un ancrage multiple, l'indexicalité de lieu évoquant souvent des déictiques de l'ailleurs : « Le Méditerranéen, épicerie libanaise, orientale et exotique », « Les doigts d'or de Fès, Pâtisseries orientales », « Bazar Agadir », « Snack Marrakech », ... pour Figuerolles, s'assurant comme quartier multiculturel. Par contre, peu de marqueurs à Monclar de cet « ici » difficile à assumer, au-delà du nom de la place principale « Place de la Méditerranée », un graffiti « vive le Maroc » ou encore un « vive les Musulments en force » signé « Les Bo\$\$ ».

Enfin, la troisième dimension de l'indexicalité, celle marquant la temporalité se trouve présente par des traces mnésiques d'anciennes inscriptions laissées sur les murs, malgré les rénovations de façades et le changement d'affectation ou d'orientation des boutiques, des places, des lieux ; preuves que le quartier a une histoire et qu'elle continue à être assumée. Les marqueurs de temporalité sont aussi des dates sur les bâtiments, des fresques anciennes jamais recouvertes, héritières d'un goût passé, de vieilles affiches jaunies, pâlies, que plus personne ne semble voir... Mais cette histoire à peine visible en traces et marques semble s'assumer aussi ; à Figuerolles, ancien Faubourg artisanal, quartier-village « où on trouvait de tout » ; à Monclar, ancienne Cité populaire où l'action associative caractérisait le « vivre ensemble ». Cette indexicalité-là, celle de la temporalité, s'inscrit en fait nettement plus distinctement dans le présent fugitif, dans l'instant, dans l'immédiateté. Pour Monclar, les tags et graffitis laissent penser que la vie dans ce quartier relève en partie plus de la survie, « haine sans espoir », « Monclar quartier de morts, d'enfoirés [...] de zombis, de connards [...] Mais où est passé le respect et l'éducation ? Vous n'êtes pas un exemple à donner. Signé : Taz »⁷. Pour Figuerolles, le présent se donne à voir partout sur les trottoirs, sur ces tableaux noirs porteurs des suggestions du

jour pour déjeuner, remplir son cabas ou pour penser à souhaiter la fête au prénom du jour avec des fleurs. Les traces et marques laissent penser que la vie dans ce quartier est celle de gens pressés, qui travaille ailleurs, qui en sortant du travail, font quelques courses et rentrent chez eux.

Ces tags, graffitis, inscriptions, traces et signes expriment, marquent les spécificités de ces quartiers, de leurs diverses dimensions et de leurs mutations latentes. Sont notamment sollicités comme référents implicites la dimension multiculturelle et son caractère ethnique⁸. Noms de magasins à Figuerolles ou injonctions des tags à Monclar (gitans, marocains, algériens, égyptiens, ...) signifient un paysage aux cultures diverses. Le fait que ces quartiers assument leurs multiples cultures est-il un fait significatif pour comprendre comment au-delà du toponyme, l'activité de marquage territorial vise à construire du néotoponyme ? C'est en tout cas, ce à quoi une observation des signes, traces et marques permet d'aboutir et c'est la raison pour laquelle un tel travail - dont la poursuite comprend la confrontation de cette analy-

se à celle des acteurs eux-mêmes, avec leurs propos, leurs interprétations, dans une série d'investigations de terrains à venir - permet de montrer que l'implicite du référent toponymique, stable et stabilisant, (et il suffit souvent d'énoncer le nom de ces quartiers « en difficulté » pour donner à penser cet implicite) suscite de fait un explicite nettement plus instable, désorganisé et fugitif, particulièrement révélateur des recompositions qui couvent dans ces territoires-là.

Du toponyme au néotoponyme: du référent institutionnel au référent construit ?

Ces observations permettent de tirer des conclusions quant à la nature multiple des référents qui permettent de nommer et ainsi de qualifier à la fois des territoires et des processus de territorialisation-déterritorialisation-reterritorialisation. Trois grandes catégories de référents semblent à l'œuvre (cf. tableau 1).

	Référents	Postures	Modalités linguistiques	Territorialités
Toponymes	institutionnels	déclaratives	unimodales	attributaires
Marqueurs	usuels	discursives	intermodales	sociales
Néotoponymes	construits	sémiotiques	multimodales	politiques

Tableau 1 - Trois catégories de référents

Les **référents institutionnels** permettent d'installer le toponyme comme attribut du territoire. Monclar est un quartier d'Avignon, reconnu comme tel par la politique des quartiers et ce nom est entaché de représentations implicites connotées négativement (car reconnu comme « quartier difficile », abandonné par les pouvoirs publics, principalement habité par des habitants français d'origine maghrébine ou africaine, par des gitans et de nombreuses familles pauvres de toutes origines). Figuerolles est un quartier de Montpellier, mais ce nom est ambigu puisque à la fois attaché à ce qu'il représente pour les Montpelliérains (Faubourg ancien), pour les opérateurs de

la politique de la ville (secteur en contiguïté avec le centre-ville, en recomposition imminente) et par les habitants (quartier multiculturel à la fois populaire et réinvesti par quelques cadres). En tout cas, le seul toponyme permet de déclarer, de manière unimodale c'est-à-dire de la part d'un énonciateur connu (la puissance publique) vers un usager en indiquant sur un seul mode ce qu'est et/ou donc ce que n'est pas le quartier. La territorialité qui est alors attribuée, de fait, est celle qui a construit dans le passé ce que sont ces quartiers (et sert notamment aux non-usagers de ce quartier d'avoir quelques raisons « d'y venir » ou « de ne pas y aller »).

Les **référents usuels** sont ceux qui mettent en relief le toponyme et finalement le mettent en dynamique, rendant au territoire nommé sa dimension sociale, mouvante et interactive. Ce sont en fait toutes les parenthèses du paragraphe ci-dessus. Monclar est, en discours, un quartier « difficile » parce qu'il est « réputé « non conseillé » de s'y promener seul le soir » (avec grand renfort de guillemets) ; Figuerolles est, en discours, un quartier « multiculturel » parce que « on y trouve des boutiques avec des enseignes « en arabe » et des restaurants aux cuisines orientales ». Mais bien évidemment, il faut une modalité linguistique particulière, celle de l'intermodalité, et une posture spécifique, celle des interactions verbales autrement appelée discursive, pour dire ce qu'est ce référent usuel. Dans ce cas, les territorialités qui caractérisent ce type de marqueurs de la différenciation sont des territorialités sociales, construites par une succession de faits et d'observations récurrentes par ceux qui habitent le quartier comme par ceux qui fréquentent ses habitants.

Les **référents construits** reconnaissent la multiplicité des registres linguistiques, nécessairement multimodaux, permettant de dire ce qu'est le quartier. Ainsi, le travail sémiotique (nécessaire pour que ces référents apparaissent) nécessite la construction d'ensembles composites de significations, ce qui impose donc une mise en tension, de la régulation et donc relève à proprement parler d'un travail politique. Ces référents-là, construits et multimodaux, sont ceux de la néotoponymie qui pourraient advenir comme nouveaux toponymes (en complément ou en remplacement des anciens) mais surtout comme nouveaux vecteurs de saisie de la réalité à la fois sociale, spatiale et langagière permettant de recomposer par avance ce que seront demain ces nouvelles territorialités. Nous les appellerons « territorialités politiques » au titre de ce qu'elles permettraient comme transformation du réel en tant qu'opérateurs effectifs, quoique largement niés et ignorés aujourd'hui, des dispositifs de politiques publiques souhaitables.

Les villes souffrant de leurs quartiers et la puissance publique peinant à endiguer le mal être de la condition urbaine (MONGIN, 2005), il y aurait tout intérêt

à s'interroger sur ces actes de langage émergents, renouvelés, innovants et que l'on s'entête souvent à considérer comme marginaux, mais qui pourraient bien donner quelques clés de lecture des mutations profondes probablement à l'œuvre. Parmi ces actes, certains ne peuvent se comprendre que dans leur mise en discours. L'acte 1 des nouvelles recompositions territoriales urbaines nécessiterait-il alors que soient mieux étudiées ces formes d'expression significatives car marqueurs anticipatifs de recompositions multiples ?

Notes

¹ Dans cette optique, la géographie s'est servi avant tout des méthodes d'analyse de discours et non pas des études plus spécifiquement linguistiques. Cela étant, la discipline qui a justement croisé –il y a fort longtemps– analyse linguistique et géographie se trouve être la toponymie, au sens traditionnel du terme.

² Mais, le détour par les pratiques langagières ne veut pas dire que nous considérons que le territoire n'existe que dans le langage. Tout en écartant la menace du relativisme, la réalité n'est pas que dans le langage, les théories des sciences du territoire sont malgré tout assez relativistes, s'appuyant en cela sur des emprunts faits à la fois à la phénoménologie et à la philosophie analytique (et notamment à Searle).

³ Zone d'Urbanisation Prioritaire, Zone Franche Urbaine, Zone Urbaine Sensible, Zone de Revitalisation Urbaine, Zone d'Education Prioritaire

⁴ A la différence du signe linguistique dit « arbitraire » et tel que traditionnellement défini

⁵ Lors d'un premier travail, nous avons analysé comment se traduisait la transition urbaine à travers la construction syntaxique même des enseignes de magasins d'un quartier de Montpellier.

⁶ Cette conception est remise en question par certains philosophes (Frege) ou par les praxématiciens (P. Siblot) qui assignent au nom et au nom propre un sens dans *une représentation du rapport à l'objet*, dans une prise en compte essentielle de la référence.

⁷ Ce graffiti – assez long puisqu'il comportait également d'autres insultes – est inscrit sur un des piliers de la halle centrale sous laquelle se déroule plusieurs fois par semaine le marché. Il a été barré et recouvert en partie mais continue à rendre lisible cette haine et cette colère manifestés apparemment par « un gars d'ici », dixit les habitants.

⁸ En suivant l'idée généralement admise que la notion multiculturelle porte sur le lien entre reconnaissance des différences dans l'espace public et politique (De Taylor à Semprini notamment), nous préférons ici parler de différences culturelles ou ethniques, et de cultures multiples.

Références

- ANTHEAUME B., GIRAUT F. (dir.), 2005, *Le territoire est mort. Vive les territoires! Une (re)fabrication au nom du développement*, Paris, IRD Editions.
- BAILLY A. al., 1995, *Géographie régionale et représentations*, Paris, Anthropos.
- BEAUCHARD J., 1999, *La bataille du territoire. Mutation spatiale et aménagement du territoire*, L'Harmattan, coll. « AAT ».
- BLOMMAERT J., 2005, *Discourse*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BULOT T., 2004, « La double articulation de la spatialité urbaine : 'espaces urbanisés' et 'lieux de ville' en sociolinguistique », in *Lieux de ville et identité (perspectives en sociolinguistique urbaine)*, Paris, L'Harmattan, p. 113-146.
- BULOT T., VESCHAMBRE V. (dir.), 2006, *Mots, traces et marques. Dimensions spatiales et linguistique de la mémoire urbaine*, Paris, L'Harmattan.
- COLLIGNON B., 1996, *Les Inuits. Ce qu'ils savent du territoire*, Paris, L'Harmattan.
- DEBARBIEUX B., 1993, « La nomination des lieux par les géographes », in Claval P. (dir), *Autour de Vidal*, Paris, CNRS Editions.
- DEBARBIEUX B., 1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *Espace Géographique*, t. 24, n° 2, p. 97-112.
- de LAFARGUES S., 2006, « Distribution et représentations du terme quartier dans les discours de la politique de la ville. Exemple des discours de C. Bartolone et J.-L. Borloo », in BULOT T., VESCHAMBRE V. (dir.), 2006, *Mots, traces et marques. Dimensions spatiales et linguistique de la mémoire urbaine*, Paris, L'Harmattan, p. 37-61.
- DI MEO G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan.
- DI MEO G. et BULEON, P., 2005, *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris, Armand Colin.
- DONZELOT J., *Quand la ville se défait*, Paris, Seuil.
- DORIER-APPRILL et VAN DEN AVENNE, 2002, « Usages toponymiques et pratiques de l'espace urbain à Mopti (Mali). La toponymie entre linguistique et géographie », In BULOT T. et C. BAUVOIS (dir.) *La sociolinguistique urbaine : une sociolinguistique de crise ? Premières considérations*, Marges linguistiques numéro 3, <http://www.marges-linguistiques.com/> p. 151-158
- FAIRCLOUGH N., 2003, *Analysing Discourse: Textual Analysis for Social Research*, Londres, Routledge.
- GUERIN J.-P., GUMUCHIAN H., (dir.), 1985, *Les représentations en actes*, Actes du Colloque de Lescheraines, Université de Grenoble.
- GUIGOU J.-L., 1996, « Etat, nation, territoires, la recomposition », in *Futuribles*, n°212, p. 21-34
- GUMUCHIAN H., GRASSET E., LAJARGE R., ROUX E., 2003, *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Paris, Economica.
- HALLIDAY, M., 1978, *Language as social semiotics: The social interpretation of language and meaning*, Londres, Edward Arnold.
- HELLER, M., 2002, *Pour une sociolinguistique critique*, Paris, Didier.
- HELLER, M., 2005, « Une approche sociolinguistique de l'urbanité », in *Signalétiques et signalisations linguistiques et langagières des espaces de villes (configurations et enjeux sociolinguistiques)*, Revue de l'université de Moncton, vol 36, n° 1, p. 321-346
- KRESS, G. et T. VAN LEEUWEN, 1996, *Reading Images – The Grammar of Visual Design*, Londres, Routledge.

- KRISTOL, A.- M. 2005, « Motivation et remotivation des noms de lieux: réflexions sur la nature linguistique du nom propre », *Rives nord-méditerranéennes, Récit et toponymie*, <http://rives.revues.org/document121.html>
- LAGRANGE, H. et OBERTI M., 2006, *Emeutes urbaines et protestations*, Paris, Presses de Sciences Po.
- LAJARGE, R., 2003, « Indicateur discursif et constructions territoriales : les mots pour le dire », in *Les indicateurs géographiques*, ouvrage collectif, éd. Actes d'Avignon, p.133-152
- LUSSAULT, M., 2000, « Action(s) ! », in LEVY, LUS-SAULT (dir.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux*. Géographies à Cerisy, Paris, Belin, coll. « Mappemonde », p. 11-36.
- LUSSAULT M., 2007, *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*, Paris, Le Seuil.
- MAURIN, E., 2004, *Le ghetto français, enquête sur le séparatisme social*, Paris, Le Seuil.
- MOÏSE, C. et LAJARGE, R., 2005, « Enseignes commerciales, traces et transition urbaine. Quartier de Figuerolles, Montpellier » in *Signalétiques et signalisations linguistiques et langagières des espaces de villes (configurations et enjeux sociolinguistiques)*, Revue de l'université de Moncton, vol 36, n° 1, p.97-127
- MOÏSE, C., 2003, « Des configurations urbaines à la circulation des langues... ou... les langues peuvent-elles dire la ville ? », *Frontières et territoires urbains, les frontières sociolinguistiques*, Journée internationale de sociolinguistique urbaine, Kénitra, Maroc, 12 décembre 2003, in T. BULOT et L. MESSAOUDI, (éds.), *Sociolinguistique urbaine (frontières et territoires)*, Éditions Modulaires Européennes, Cortil-Wodon, Belgique, p. 53-80
- MONDADA L., 2000, *Décrire la ville. La construction des savoirs urbains dans l'interaction et dans le texte*, Paris, Anthropos.
- MONDADA L. et SÖDERSTRÖM O., 1993, « Parcours à travers la géographie culturelle contemporaine », *Géographie et cultures*, n°8, p. 71-82
- MONGIN, O., 2005, *La condition urbaine. La ville à l'heure de la mondialisation*, Paris, Le Seuil.
- PIOLLE X., 1987, « Du territoire au réseau, quel langage pour dire le mode de socialisation des espaces de proximité, l'articulation du micro social à l'espace ? », Actes du colloque sur *Les langages des représentations géographiques*, Venise, p. 359-372
- RIPOLL F., 2006, « Réflexions sur les rapports entre marquage et appropriation de l'espace », in BULOT T., VESCHAMBRE V. (dir.), 2006, *Mots, traces et marques. Dimensions spatiales et linguistique de la mémoire urbaine*, Paris, L'Harmattan, p. 15-36
- VANIER M., 2002, « Recomposition territoriale: la voie française », *L'Information Géographique*, vol.66, p. 97-112
- VESCHAMBRE V. et RIPOLL, F., (dir), 2005, « L'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir », *Revue Noirois*, n°195.